



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

taux

Question écrite n° 58640

Texte de la question

Une halte fluviale venant d'être installée sur la partie rhodanienne de sa circonscription, M. Dino Cinieri ayant ainsi eu à connaître les difficultés rencontrées par les professionnels des industries nautiques du tourisme qui ont parfois du mal à remplir leurs bateaux à cause de tarifs trop élevés dus au fait que leurs investissements lourds sont à amortir lors de saisons trop courtes, demande à M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire s'il ne lui paraît pas opportun d'appliquer un taux réduit de TVA pour le secteur du tourisme fluvial par analogie à d'autres activités du même type dans le domaine de la location saisonnière.

Texte de la réponse

La location de bateaux par les professionnels du tourisme fluvial s'analyse, au sens de la sixième directive du Conseil n° 77/388 CEE du 17 mai 1977, comme la location de biens meubles corporels et non comme une location immobilière. Elle ne peut donc être soumise au taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) par assimilation au régime applicable à l'hébergement touristique prévu à l'article 279 a du code général des impôts. En outre, les opérations de location de moyens de transport ne figurent pas dans la liste des prestations que les Etats membres de l'Union peuvent soumettre au taux réduit, prévue à l'annexe H de la sixième directive déjà citée. Ainsi, sauf à méconnaître les obligations que lui impose le droit communautaire, la France n'a pas la possibilité de soumettre les prestations en cause au taux réduit de la TVA. En revanche, les croisières et promenades fluviales organisées sont désormais considérées comme des prestations de transport, y compris pour les prestations accessoires qui leur sont indissociables telles que l'hébergement et la restauration, et sont soumises à ce titre au taux réduit prévu à l'article 279 b quater du code général des impôts. Sont également soumises au taux réduit les opérations de mise à disposition de bateaux fluviaux avec équipage dès lors qu'à l'instar des prestations déjà citées elles ont pour objet la réalisation d'un déplacement assuré par un équipage qui, conservant en permanence la responsabilité de la navigation et de l'exploitation du bateau, définit et organise l'itinéraire. Ces règles devraient répondre dans une large mesure aux préoccupations des professionnels du tourisme fluvial.

Données clés

Auteur : [M. Dino Cinieri](#)

Circonscription : Loire (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 58640

Rubrique : Tva

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 février 2005, page 1813

Réponse publiée le : 29 mars 2005, page 3224